

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 25/005/2009 (Public)

ÉFAI

28 avril 2009

Corée du Sud. Quatre nouvelles arrestations à la MBC illustrent la dégradation continue de la liberté de la presse

Amnesty International a lancé ce mardi un appel en faveur de la remise en liberté de deux journalistes et de deux rédacteurs de la Munhwa Broadcasting Corporation (MBC), arrêtés entre minuit et deux heures du matin mardi 28 avril sur ordre du bureau du procureur.

Les quatre membres du personnel de la MBC sont accusés d'avoir diffusé de fausses rumeurs sur les dangers de la viande de bœuf importée des États-Unis, lors de leur émission d'enquête intitulée PD Notebook diffusée en avril 2008. L'émission aurait été à l'origine des trois mois de protestations de l'été dernier, organisées en réaction à la décision du gouvernement sud-coréen de reprendre les importations de bœuf en provenance des États-Unis.

Cho Neung-hee et Song Il-jun, journalistes, Kim Eun-hee et Lee Yeon-hee, rédacteurs ont été arrêtés le 28 avril à leur retour chez eux, à l'issue d'un mois de protestation contre les poursuites engagées contre eux ; refusant de répondre aux convocations des procureurs, ils s'étaient réfugiés au siège de la MBC.

Selon le bureau du procureur, les quatre personnes seront interrogées pour savoir si les « *petites erreurs de traduction* » relevées avaient été faites intentionnellement pour manipuler l'information sur les importations de bœuf américain, lors de l'émission PD Notebook de 2008.

Amnesty International avait rencontré trois des quatre membres de la MBC à Séoul, la veille de leur arrestation. Au cours de leur entretien, Song Il-jun avait expliqué : « *Nous défendons notre liberté d'expression et celle de la presse, qui est protégée dans notre Constitution. Le gouvernement essaie de faire peur aux médias pour les contraindre à se soumettre mais nous refusons de nous plier à cela. Nous avons la conviction que le gouvernement n'a aucune raison valable de nous poursuivre, nous avons donc décidé de ne pas coopérer dans cette enquête.* » Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion, poursuivis uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté de parole, en violation des obligations de la Corée du sud au regard du droit international.

Les poursuites engagées contre ces journalistes mettent en danger la liberté de la presse en Corée du sud, ainsi que la réputation du gouvernement. La gestion de cette affaire par le gouvernement s'apparente plus à de l'intimidation qu'à une recherche de la justice ou de la vérité.

Complément d'information

En mars 2009, l'ancien ministre de l'agriculture Chung Woon-chun et l'ancien chargé des négociations concernant les importations de bœuf américain Min Dong-seok ont entamé une procédure contre les journalistes et rédacteurs de PD Notebook. Deux journalistes de PD Notebook ont été arrêtés pour diffusion de fausses rumeurs et trouble à l'ordre public : Lee Choon-keun en mars et Kim Bo-seul – quelques jours avant son mariage – en avril. Tous deux ont refusé de répondre aux questions et ont été libérés dans les quarante-huit heures.

En août 2008, la MBC avait présenté ses excuses pour les erreurs de traduction relevées dans l'émission PD Notebook sur les dangers du bœuf américain.

Également en mars 2009, quatre journalistes et syndicalistes de YTN, une chaîne d'informations diffusant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ont été arrêtés pour « *ingérence dans les affaires* », puis libérés. Ils protestaient contre la nomination de Ku Bon-hong, ancien conseiller de l'actuel président sud-coréen, à la tête de YDN. En octobre 2008, six journalistes, dont les trois arrêtés en mars, avaient été licenciés en raison de leurs activités syndicales. La procédure est toujours en cours contre les quatre journalistes et syndicalistes.